

Bernard Hourcade

est Directeur de recherche au CNRS (équipe de recherche « Monde iranien »)¹.
Il est notamment le co-auteur – avec Hubert Mazurek, Mahmoud Taleghani, Mohammad-Hosseyn Papoli-Yazdide – de *Atlas d'Iran*, Reclus-La Documentation française, 1998,
et a écrit *L'Iran. Nouvelles identités d'une république*, Belin, Paris, 2002.

« La société iranienne est capable d'évolution »

Quelques mois après l'élection présidentielle iranienne et les manifestations qui l'ont suivie, nous avons souhaité nous pencher sur la situation du pays en interviewant Bernard Hourcade, géographe et spécialiste de l'Iran. Avec lui nous avons évoqué les différents scénarios concernant l'avenir de la République islamique et le rôle que les États-Unis et la France peuvent jouer dans ce domaine. Nous sommes également revenus sur la réalité de la société iranienne et ses potentialités de transformation.

La Revue socialiste : Quelle est l'architecture institutionnelle iranienne ? Qui décide, qui commande ? Au fond, quels sont les pouvoirs réels d'Ahmadinedjad ?

Bernard Hourcade : En Iran, dans ce domaine, ce qui frappe, c'est plutôt l'absence de décision. Le système fonctionne sur le mode du consensus. Toutes les organisations et toutes les factions doivent trouver un accord sur la politique à suivre.

Mais puisque, comme partout, il y a des divisions, des divergences, les décisions ne sont prises qu'avec retard, ou bien de manière insatisfaisante, voire tout simplement ne sont pas adoptées du tout. Officiellement on trouve en haut de la pyramide du régime le Guide de la République islamique, Ali Khamenei, qui est élu au suffrage indirect. Il est commandant en chef des forces armées, il est chargé de rappeler la règle et, à la fin, c'est lui qui tranche. Son rôle est fondamental et c'est autour de lui que se trouvent les défenseurs et les fondateurs de la République islamique. Il existe d'autres institutions, comme le conseil de discernement présidé par Rafsanjani dont la recherche d'une solution en cas de litige est la principale mission. Il compte soixante-dix personnes et notamment les anciens ministres. Le Parlement est aussi une institution fondamentale. Il se compose de 290 députés qui sont de vrais députés. Les Juifs, les Chrétiens et les Zoroastriens y sont représentés au même titre que les Musulmans – les sunnites, victimes d'une discrimination considérable, ne sont pas repré-

sentés en tant que tels. Ces parlementaires débattent entre eux, tombent d'accord ou s'opposent. Mais la décision en cas de litige se trouve toujours entre les mains du Guide. Or bien souvent aucune décision n'est prise, sinon celle de ne rien faire...

Pour la première fois peut-être le Président est apparu comme celui qui prend l'initiative et l'emporte. Il s'est opposé au Guide sur plusieurs points. Et on a le sentiment que c'est peut-être lui qui, aujourd'hui, est véritablement à la manœuvre en matière de politique intérieure et extérieure. Certes le Guide doit approuver les décisions du Président, mais ce n'est plus lui qui donne l'impulsion sur une série de grands dossiers politiques.

Dans un tel contexte, l'élection d'Ahmadinedjad en juin dernier constitue un événement remarquable : pour la première fois peut-être le Président est apparu comme celui qui prend l'initiative et l'emporte. Il s'est opposé au Guide sur plusieurs points. Et on a le sentiment que c'est peut-être lui qui, aujourd'hui est véritablement à la manœuvre en matière de politique intérieure et extérieure. Certes le Guide doit approuver les décisions du Président, mais ce n'est plus lui qui donne l'impulsion sur une série de grands dossiers politiques. On n'est plus en mesure de dire aujourd'hui qui des deux dirige. Le fait même de poser la question montre d'ailleurs que le Guide a perdu de son aura. Il a fait voter pour Ahmadinedjad alors qu'il aurait dû être un arbitre entre les différents candidats. Théoriquement il a le devoir de s'assurer que ceux-ci défendent bien la République Islamique. Ensuite, s'il existe plusieurs manières d'y parvenir, il ne lui appartient pas de prendre partie pour l'une des voies proposées plutôt que pour une autre. Sa partialité a donc légitimement provoqué l'indignation de candidats

que l'on peut difficilement soupçonner d'être des contre-révolutionnaires avérés : Moussavi, Khatami et Karoubi sont tous les trois des fondateurs historiques de la République islamique.

L. R. S. : Que signifie exactement le fait que l'Iran soit un régime théocratique ?

B. H. : L'Iran est une république islamique. Ce n'est pas la seule : le Pakistan, la Mauritanie par exemple sont des républiques islamiques. L'Arabie Saoudite est une royauté islamique. Le pouvoir y a une double légitimité : divine et populaire. Le pouvoir divin est incarné par des hommes, comme le Guide de la République islamique qui est chargé de faire respecter les textes religieux. Quant à la légitimité populaire, elle émane d'élections qui ne sont pas des parodies de scrutins démocratiques. En outre, la population iranienne a pris l'habitude de s'exprimer. Il y a trente ans, les Iraniens ont fait la révolution, ils ont pris la parole et ils refusent désormais de la céder. Il s'agit là d'un élément constitutif de la culture politique iranienne sur lequel les religieux ne peuvent pas revenir. De la coexistence de ces deux sources de légitimité découle cette idée que la parole divine ne peut s'opposer à la voix du peuple, que Dieu ne peut pas être contre les hommes. Je pense que si l'on aspire à comprendre l'Iran contemporain, il ne sert à rien d'adopter une grille de lecture religieuse du pays. Il convient plutôt de s'intéresser aux rapports de force politiques. Ce

L'Iran est une république islamique. Ce n'est pas la seule : le Pakistan, la Mauritanie par exemple sont des républiques islamiques. L'Arabie Saoudite est une royauté islamique. Le pouvoir y a une double légitimité : divine et populaire. Le pouvoir divin est incarné par des hommes, comme le Guide de la République islamique qui est chargé de faire respecter les textes religieux. Quant à la légitimité populaire, elle émane d'élections qui ne sont pas des parodies de scrutins démocratiques.

n'est pas sur le terrain des convictions religieuses et des modèles de société que l'on trouvera des différences entre Moussavi et Ahmadinedjad.

L. R. S. : *Si sur le plan du rapport à la religion, les deux candidats sont relativement semblables, quels sont les éléments qui les distinguent ? Lorsque l'on dit que Moussavi est un modéré, qu'est-ce que cela signifie ?*

B. H. : Il faut bien comprendre que les acteurs de la République islamique ont tous été des révolutionnaires tiers-mondistes, dans les années 1980, dont l'objectif était, quatre après la fin de la guerre du Vietnam, l'obtention de l'indépendance de l'Iran vis-à-vis des États-Unis qui contrôlaient le pays. Ils se battaient pour la liberté individuelle, la justice sociale – en Iran la richesse était très concentrée entre les mains de quelques-uns – et par voie de conséquence la reconnaissance de la culture populaire islamique. Tous ces gens-là ont fait la révolution et une révolution suppose des morts. Ils ont commis des assassinats, organisé des attentats, fermé les yeux dans de nombreuses circonstances sur des atteintes aux droits de l'homme. Mais aujourd'hui, trente ans plus tard, la légitimité révolutionnaire de tels actes a disparu : l'Iran n'est plus en guerre, les chars américains ou russes ne sont pas à ses portes. Ahmadinedjad continue pourtant à s'inscrire dans cette logique. Il réprime les opposants comme on réprimait les royalistes ou l'extrême-gauche en 1980. D'une certaine façon on peut dire que les Moussavi, Khatami et autres ne sont pas nécessairement plus modérés, mais plus pragmatiques. Plus réalistes, ils sont opposés à l'impérialisme américain, pas aux États-Unis ; ils ne sont plus opposés à Israël, mais sont pro-palestiniens.

L. R. S. : *Vous dites que pour Ahmadinedjad, la République islamique est en danger. Quels arguments utilise-t-il pour justifier sa posture radicale ? Redoute-t-il une menace américaine ?*

B. H. : Un événement considérable vient de se produire : la main tendue d'Obama lors du 1^{er} de

D'une certaine façon, on peut dire que les États-Unis sont dans une logique d'invasion de l'Iran, pas sur un mode militaire, ce qui renforcerait le régime, mais sur un mode « amical », c'est-à-dire économique et culturel. C'est cela que craint Ahmadinedjad. Il ne redoute pas un bombardement israélien ou américain, il l'espère même, car une intervention militaire étrangère provoquerait une réaction nationaliste qui déboucherait sur un rassemblement autour de sa personne.

l'an iranien, le 21 mars 2009. Depuis trente ans, les États-Unis sont l'ennemi numéro un de l'Iran. L'Iran est sous embargo américain depuis la Révolution. Obama a pris acte du fait que cette sanction n'a pas eu le résultat escompté : aujourd'hui l'Iran a un gouvernement extrêmement dur, la bombe atomique iranienne sera prête dans quelques années, le régime est toujours hostile à Israël... Autrement dit, les Américains ont échoué. Il reconnaît donc la République islamique et se dit prêt à discuter avec ses dirigeants. D'une certaine façon, on peut dire que les États-Unis sont dans une logique d'invasion de l'Iran, pas sur un mode militaire, ce qui renforcerait le régime, mais sur un mode « amical », c'est-à-dire économique et culturel. C'est cela que craint Ahmadinedjad. Il ne redoute pas un bombardement israélien ou américain, il l'espère même, car une intervention militaire étrangère provoquerait une réaction nationaliste qui déboucherait sur un rassemblement autour de sa personne. Cette agression justifierait pour Ahmadinedjad d'user de moyens extrêmes et permettrait l'élimination durable de toute opposition. En revanche, si les relations avec les Américains se normalisent, qu'il y a une ambassade et un consulat américains, que les sanctions sont levées, la société iranienne, aujourd'hui coupée de l'Occident, pourra enfin rentrer en contact un certain nombre d'étrangers. Ahmadinedjad considère qu'avant d'entamer le dialogue avec Obama, il faut *bunkeriser* le régime,

l'entourer de murailles, éliminer toute opposition. Le chef de la justice iranienne, Sadegh Larijani qui est le frère du président du Parlement a dit à une époque : « une invasion militaire est moins grave qu'une invasion culturelle ». La peur de l'invasion culturelle en Iran est un des leitmotivs du Guide Khamenei. Depuis des années il l'évoque comme le danger suprême. Certes, elle ne ferait pas tomber le régime en deux jours, mais tôt ou tard, au bout de quelques années, le régime tel qu'il est aujourd'hui s'effondrerait. C'est pourquoi la main tendue d'Obama a ouvert une perspective politique et par conséquent provoqué les manifestations que l'on connaît. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'on peut très bien être un Iranien favorable à la République islamique et défenseur de la Révolution de 1978 et du départ du Shah, et accepter le dialogue avec les Américains, comme le sont aujourd'hui Moussavi, Khatami et Karoubi.

L. R. S. : *Existe-t-il une crainte dans le pays que l'Islam soit menacé par la fameuse main tendue d'Obama ?*

B. H. : Encore une fois, ce n'est pas la question de la religion qui permet d'expliquer la situation iranienne. Ce qui importe, ce sont les rapports de pouvoir. Si le pays s'ouvre, les religieux qui contrôlent l'économie du pays devront partager les richesses. Ce n'est donc pas l'Islam en général qui est en danger dans ce pays, mais plutôt un certain type d'Islam représenté par un groupe de

Khomeini avait de l'Islam une vision progressiste, sociale et politique. Lui et tous les jeunes mollahs qui avaient alors 25 ans, les Rafsanjani, les Khamenei, etc. étaient très imprégnés des idées tiers-mondistes et anti-impérialistes de ces années là. Ensuite dans le contexte d'unité nationale créé par la guerre Iran-Irak, la gauche et les libéraux ont été éliminés, et un petit noyau dur de mollahs s'est emparé du pouvoir.

personnes en particulier. Par exemple un certain nombre d'Iraniens et même certains gardiens de la Révolution, craignent, si l'Iran est enfermé, que peu à peu le pays ne se transforme en une sorte d'Afghanistan. Ils ont fait la révolution pour avoir un Iran libre, démocratique et puissant scientifiquement et industriellement. Ils revendiquent un Islam du XXI^e siècle et affirment : « oui je suis Iranien, musulman, révolutionnaire, mais je pense être capable de résister à la comparaison avec le monde occidental ». Ahmadinedjad oppose à cette vision d'un nationalisme islamique d'ouverture, un nationalisme islamique réactionnaire. L'Islam n'est qu'un paramètre parmi d'autres.

L. R. S. : *On connaît assez peu la trajectoire et le profil des hommes politiques iraniens. Pouvez-vous revenir pour commencer sur la personnalité politique de Khomeini ?*

B. H. : Khomeini était un intellectuel mollah assez classique. Il avait fait des études de philosophie et voulait dépoussiérer l'Islam de ses pratiques archaïques. C'était un moderniste opposé aux mollahs traditionnels. Il aspirait à ce que l'Islam soit une religion du XX^e siècle, qu'il descende dans la rue. Il avait de l'Islam une vision progressiste, sociale et politique. Khomeini et tous les jeunes mollahs qui avaient alors 25 ans, les Rafsanjani, les Khamenei, etc. étaient très imprégnés des idées tiers-mondistes et anti-impérialistes de ces années là. Ensuite dans le contexte d'unité nationale créé par la guerre Iran-Irak, la gauche et les libéraux ont été éliminés, et un petit noyau dur de mollahs s'est emparé du pouvoir. Voici donc le profil de ces jeunes révolutionnaires qui trente ans après sont toujours là et ont aujourd'hui plus de cinquante ans.

L. R. S. : *Et quel est le profil d'Ahmadinedjad ?*

B. H. : Il a le même âge. Au début de la révolution, il existait en quelque sorte deux groupes distincts. Lorsque la guerre Iran-Irak a éclaté, les membres de ceux que l'on a appelé le front nord se sont donnés pour tâche de combattre l'ennemi intérieur, c'est-

L'Iran n'est pas la Corée du Nord. Il y existe une véritable opposition. Certes, elle n'est pas pro-occidentale, mais elle n'en est pas moins effective. Et le régime islamique a une certaine capacité d'évolution. Il y a trente ans, lorsqu'il était premier ministre, Moussavi menait une politique très dure. Sa répression était terrible. Il a changé. Khatami aussi.

à-dire les Kurdes, les Turkmènes... Ahmadinedjad était l'un d'eux. Les gens du front sud – la région que Saddam Hussein a attaquée –, ont estimé que le vrai combat se situait sur la frontière, tandis que le sort de l'ennemi intérieur leur semblait constituer un problème plus que secondaire. Ceux qui ont combattu Saddam Hussein ne sont pas les mêmes que ceux qui ont combattu les Kurdes. Ils n'appartiennent pas au même réseau et aujourd'hui Ahmadinedjad est entouré des anciens du Kurdistan. Après la guerre, ils sont entrés dans le corps préfectoral. Ils ont eu un rôle fondamental dans l'organisation des élections.

L. R. S. : *Faut-il avoir peur d'Ahmadinedjad sur la scène internationale lorsqu'il menace Israël ?*

B. H. : Il ne faut pas diaboliser Ahmadinedjad. C'est un individu parfaitement rationnel, ce n'est pas un fou. Il défend une ligne politique cohérente et ce qui importe, c'est d'en comprendre les ressorts. Je pense que son orientation résulte de notre politique de non reconnaissance de l'Iran et des sanctions qui nous infligeons au pays. Ahmadinedjad est renforcé par l'agression. Si nous persévérons dans cette voie, nous ne ferons que conforter sa position. Or l'Iran n'est pas la Corée du Nord. Il y existe une véritable opposition. Certes, elle n'est pas pro-occidentale, mais elle n'en est pas moins effective. Et le régime islamique a une certaine capacité d'évolution. Il y a trente ans, lorsqu'il était Premier ministre, Moussavi menait une politique très dure. Sa répression était terrible. Il a changé. Khatami aussi. Aupa-

ravant la contestation était purement verbale. Mais désormais, elle s'est transformée en véritable force politique d'alternance. Deux choix s'offrent donc à nous. Ou bien on durcit le ton avec Ahmadinedjad, et c'est l'arme atomique et la guerre. Ou bien on mise sur la capacité d'évolution d'un certain nombre de gens dans le pays en levant les sanctions pour que de véritables relations puissent s'établir entre occidentaux et Iraniens. La logique qui prévalait jusqu'à maintenant était celle des sanctions, Obama veut aujourd'hui la renverser. Il y a actuellement 3000 expatriés occidentaux en Iran, ce qui signifie qu'un Iranien n'a aucune chance de rencontrer un étranger dans la rue. Si on veut aller vers le peuple iranien, il est indispensable que des hommes et des femmes se rendent dans le pays dans le cadre d'activités économiques. Si on ne comprend pas que seule une dynamique de coopération permettra d'endiguer la menace que représente Ahmadinedjad, alors oui, nous avons raison d'avoir peur de lui.

Sarkozy et Obama ne sont pas en phase.

Est-ce l'intérêt de la France de saboter les efforts d'Obama en affirmant que celui-ci est un naïf sans expérience ? J'avoue ne pas comprendre cette politique, à moins que notre motivation soit de punir les Iraniens.

L. R. S. : *Comment caractériseriez-vous les relations entre la France et l'Iran ?*

B. H. : Sarkozy a fait le choix d'une politique atlantiste. Le problème, c'est que la politique extérieure américaine a changé. La France se retrouve donc aujourd'hui en décalage avec les orientations des États-Unis en matière de politique internationale. Sarkozy et Obama ne sont pas en phase. La politique française de sanctions menée notamment au nom de la défense de l'État d'Israël a montré son inefficacité. Est-ce l'intérêt de la France de saboter

L'évolution sociale que l'Iran a connue à partir des années 1960, c'est-à-dire l'obtention par les femmes du droit de vote, la scolarisation, le contrôle des naissances, etc. ne s'est pas interrompue avec la révolution. La République islamique n'a changé en rien le progrès social et culturel de l'Iran. Les Iraniennes ont aujourd'hui moins d'enfants que les Françaises. Leur position est d'autant plus forte et indestructible que l'amélioration de leur condition a été réalisée dans un contexte rendu difficile par la radicalité de la culture islamique traditionnelle...

les efforts d'Obama en affirmant que celui-ci est un naïf sans expérience ? J'avoue ne pas comprendre cette politique, à moins que notre motivation soit de punir les Iraniens. Si on lève les sanctions, il est vrai que certains prétendront que l'Iran a gagné. Et notre orgueil national en prendra peut-être un sacré coup... Mais comme aux échecs, nous aurons simplement perdu un pion. Ahmadinedjad dira : « Voyez les Américains et les Français, ils me mangent dans la main. J'ai gagné, nous avons sauvé la République islamique ». Laissons le parler. Mais comme je l'ai dit plus haut, les Iraniens sont capables d'évoluer et alors, nous aurons peut-être perdu un pion, mais au coup d'après on lui prendra une tour ou une dame...

L. R. S. : *Vous avez dit que la société iranienne évoluait. A quoi ressemble-t-elle exactement ?*

B. H. : L'évolution sociale que l'Iran a connue à partir des années 1960, c'est-à-dire l'obtention par les femmes du droit de vote, la scolarisation, le contrôle des naissances, etc. ne s'est pas interrompue avec la révolution. La République islamique n'a changé en rien le progrès social et culturel de l'Iran. Les Iraniennes ont aujourd'hui moins d'enfants que les Françaises. Leur position est d'autant plus forte et indestructible que l'amélioration de leur condition a été réalisée dans un contexte rendu difficile par la radicalité de la culture islamique traditionnelle... Les autorités les plus réactionnaires savent très bien qu'elles ne doivent pas abuser de leurs prérogatives parce qu'elles risquent un retour de bâton. Cependant, l'évolution des mentalités ne se traduit pas forcément dans les urnes. Les Iraniens qui habitent dans une petite ville de province connaissent par la télévision et internet le mode de vie occidental et ils ont envie de goûter eux aussi à la modernité. Pour autant, nombreux sont ceux qui ont voté pour Ahmadinedjad. Avec le Liban, la société iranienne, relativement homogène, est la plus évoluée du Moyen-Orient. La culture islamique est peu à peu grignotée par une société civile en mouvement. La violence de la répression s'explique justement par cette aspiration croissante des Iraniens à s'exprimer et à s'ouvrir.